

Université Paris Nanterre
 Année universitaire 2019-2020
 Droit de l'Union Européenne : libertés de circulation
 Master 1 Droit UPB
 Augustin Boujeka, maître de conférences

BIBLIOGRAPHIE ET PLAN

Bibliographie sommaire

- J.-S. Bergé et S. Robin-Olivier : Droit européen, PUF Thémis, 2° éd. 2011
- J.- B. Blaise et A.- S. Choné-Grimaldi : Droit des affaires de l'Union européenne, PUF Thémis, 1° éd. 2017
- J.-L. Clergerie, A. Gruber et P. Rambaud : Droit institutionnel et matériel de l'Union européenne, Dalloz, Précis, 12° éd. 2018
- L. Dubouis et C. Blumann : Droit matériel de l'Union européenne, LGDJ, Précis Domat droit public, 7° éd. 2015
- G. Parleani et B. Lecourt : Droit des affaires de l'Union européenne, LexisNexis-Litec Manuel, 8° éd. 2019
- C. Nourissat et B. Declavière-Bonnamour : Droit de la concurrence, libertés de circulation, droit interne, droit de l'Union, Dalloz, coll. HyperCours, 5° éd., 2016
- A. Boujeka, T. H. Groud et L. Zevounou : Les Libertés européennes de circulation au-delà de l'économie, Mare & Martin, 2019

Plan

Introduction

A. Particularisme des libertés de circulation

1. Positionnement des libertés de circulation dans le droit de l'UE
2. Evolution historique des libertés de circulation

B. Sources des libertés de circulation

1. Sources des libertés de circulation et production normative
2. Incomplétude du droit de l'UE et articulation avec les droits nationaux
3. Droit international et droit de l'UE
4. Classification des sources du droit de l'UE
5. Dynamique des sources

C. Utilité des libertés de circulation

1. Utilité économique initiale des libertés de circulation
2. Permanence et dépassement de l'utilité économique des libertés de circulation

Titre premier : Libre circulation des marchandises

Chapitre préliminaire : données élémentaires

Section 1 : Notion de marchandise en libre circulation

Section 2 : Notion d'entrave à la libre circulation des marchandises

Chapitre 1 : Interdiction des entraves financières

Section 1 : Union douanière de l'UE

§ 1. Notion d'union douanière et distinction avec la zone de libre-échange

§ 2. Origine des marchandises et union douanière

§ 3. Droits de douane de l'UE

Section 2 : Domaine de l'interdiction des entraves financières

§ 1. Taxes d'effet équivalent

A. Notion de taxes d'effet équivalent

B. Distinction entre taxe d'effet équivalent et redevance fondée sur le droit de l'UE

- C. Notion et rôle de frontière au sens de la libre circulation des marchandises
- D. Indifférence de l'effet de restriction
- E. Caractère inopérant des justifications
- F. Exemples concrets de taxes d'effet équivalent
- G. Taxes admises

§ 2. Impositions intérieures à effet équivalent

Section 3 : Effets de l'interdiction

- § 1. Nature des sanctions
- § 2. Régime de restitution de la taxe d'effet équivalent

Chapitre 2 : Interdiction des entraves non financières – mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives -

Section 1 : Notions de mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives

- § 1. Définition de la mesure d'effet équivalent
- § 2. Illustrations concrètes des mesures d'effet équivalent

- A. MEERQ à l'importation
- B. MEERQ à l'exportation

Section 2 : Justifications permettant de valider une mesure d'effet équivalent à des restrictions quantitatives

§ 1. Dérogations de l'article 36 TFUE

- A. Applicabilité de l'article 36 TFUE
- B. Application de l'article 36 TFUE
 - 1. Textes
 - 2. Classement des exceptions de l'article 36 TFUE
 - 3. Critères d'application des exceptions de l'article 36 TFUE
 - 4. Illustration dans le domaine de la protection sanitaire des personnes, des animaux et des végétaux
 - 5. Restrictions et interdictions en matière de propriété industrielle et commerciale
 - 6. Exceptions de l'article 114 TFUE

§2 Exigences impératives d'intérêt général, obstacle à la qualification de mesure d'effet équivalent

- A. Spécificité des exigences impératives d'intérêt général
- B. Naissance et prolifération des exigences impératives d'intérêt général
- C. Comparaison entre les exigences impératives d'intérêt général et les dérogations de l'article 36 TFUE

Chapitre 3 : Harmonisation des législations

Section 1 : Données élémentaires de l'harmonisation

- § 1. Base juridique de l'harmonisation des législations
 - A. Article 114 TFUE
 - B. Article 115 TFUE

§ 2. Notion d'harmonisation

§ 3. Méthodes d'harmonisation

Section 2 : Mise en œuvre de l'harmonisation

- § 1. Procédure et effets de l'harmonisation
- § 2. Clauses de sauvegarde

Titre II : Libertés de circulation des personnes et des services

Chapitre 1 : Citoyenneté de l'UE et libre circulation des personnes

Section 1. Construction de la citoyenneté de l'Union européenne

- § 1 De l'Europe des citoyens à la citoyenneté de l'Union
- § 2 Notion de citoyenneté de l'Union

Section 2. Attributs du citoyen de l'Union et libertés de circulation

Sous-section 1. Attributs généraux de la citoyenneté de l'Union

- § 1 Citoyenneté politique
 - A. Citoyenneté par la participation à certaines élections
 - B. Droit d'initiative citoyenne

§ 2. Droit à certaines protections

- A. Protection diplomatique et consulaire
- B. Droit de pétition
- C. Saisine du médiateur européen
- D. Droit de communication

§ 3. Droit à la libre circulation

Sous-section 2. Déclinaison de la citoyenneté de l'Union aux libertés de circulation

§ 1. Bénéfice des libertés de circulation aux citoyens de l'Union

- A. Teneur du droit de circulation et de séjour des citoyens de l'UE
 - 1. Affirmation du droit à la libre circulation dans les traités
 - 2. Egalité de traitement
 - 3. Citoyenneté de l'Union, statut fondamental des ressortissants des Etats membres
- B. Limite au bénéfice des libertés de circulation des citoyens de l'Union
 - 1. Limitations prévues dans le TFUE
 - 2. Limitations prévues en droit dérivé
 - 3. Limitations prévues en jurisprudence

§ 2 Exclusion de principe des ressortissants des pays tiers des libertés de circulation

- A. Eligibilité de certains ressortissants de pays tiers aux libertés de circulation
 - 1. Liberté de circulation pour les ressortissants des pays parties à l'accord sur l'EEE et de la Suisse
 - 2. Liberté de circulation pour les ressortissants de pays tiers membres de famille de citoyens de l'UE

a) Articulation de la directive 2004/38 et de l'article 21 TFUE dans la reconnaissance du droit dérivé du ressortissant de pays tiers membre de famille d'un citoyen de l'Union

b) Structuration par la directive 2004/38 du droit dérivé de circulation et de séjour du ressortissant de pays tiers membre de famille d'un citoyen de l'Union

c) Légitimation par les articles 20 et 21 TFUE du droit dérivé du ressortissant d'un pays tiers membre de famille d'un citoyen de l'Union

- B. Exclusion des autres ressortissants des pays tiers des libertés de circulation
 - 1. Ressortissants des pays tiers et problématique de l'espace Schengen
 - 2. Ressortissants de pays tiers stricto sensu

Chapitre 2 .Libre circulation des travailleurs salariés

Section 1. Principe de la libre circulation des travailleurs salariés

§ 1. Libre circulation des travailleurs salariés et liberté professionnelle

- A. Caractère fondamental de la liberté professionnelle
- B. Signification de la libre circulation des travailleurs salariés
- C. Notion de travailleur en droit de l'Union

§ 2. Droits conférés par la libre circulation des travailleurs salariés

- A. Droits principaux
 - 1. Droit à la non-discrimination
 - 2. Protection située hors du champ de la discrimination

B. Droits accessoires

1) Egalité fiscale

2) Egalité dans les avantages sociaux

Section 2. Effectivité de la libre circulation des travailleurs salariés

§ 1. Liberté d'accès et d'exercice d'une activité salariée

- A. Accès à l'emploi
 - 1) Démarche macroéconomique
 - 2) Démarche microéconomique
- B. Exercice d'une activité salariée

§ 2. Restriction légitime à la libre circulation des travailleurs salariés

- 1) Dérogations habituelles à la libre circulation des personnes
- 2) Dérogations spécifiques tenant aux emplois de l'administration publique
- 3) Exigences impérieuses d'intérêt général et libre circulation des travailleurs

Chapitre 3. Libre circulation des personnes (opérateurs économiques) et des services

Section 1. Bénéfice des libertés d'établissement et de prestation de services

Sous section 1. Libertés d'établissement et de prestation de services pour les personnes physiques

§ 1. Bénéficiaires de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services

- A. Qualité de citoyen de l'UE et libertés d'établissement et de prestation de services
- B. Qualité de ressortissant d'un pays tiers et libertés d'établissement et de prestation de services
 - 1. Textes et contexte
 - 2. Bénéfice des libertés en vertu d'accords conclus avec des pays tiers
 - 3. Bénéfice des libertés aux ressortissants de pays tiers membres de familles de citoyens de l'Union
 - 4. Situation des autres ressortissants de pays tiers

§ 2. Accès aux activités économiques

- A. Contexte général et évolution
- B. Exclusion de certaines activités

Sous section 2. Libertés d'établissement et de prestation de services pour les personnes morales

§ 1. Personnes morales de droit interne

- A. Identification des sociétés de droit interne profitant des libertés de circulation
- B. Application du droit d'établissement aux sociétés créées dans les Etats membres
- C. Coordination des législations des sociétés

1) Directives de coordination des législations des sociétés

2) Interprétation des directives de coordination des législations des sociétés

§ 2. Personnes morales de droit de l'Union

- A. Le groupement européen d'intérêt économique (GEIE)
- B. La société européenne
- C. La société coopérative européenne
- D. Perspective d'avenir

Section 2. Exercice d'une activité économique

Sous section 1. Principes communs

§ 1. Prohibition absolue de la discrimination en fonction de la nationalité

- A. Application du principe du traitement national aux citoyens de l'UE
- B. Inapplicabilité du principe du traitement national aux ressortissants de pays tiers
 - 1. Ressortissants de pays tiers résidant dans l'UE
 - 2. Ressortissants de pays tiers ne résidant pas dans l'UE

§ 2. Prohibitions relatives des dispositions non discriminatoires

A. Dérogations permises au droit d'établissement et à la libre prestation de services (article 52 TFUE et article 62 TFUE)

- 1. Dérogations stricto sensu au droit d'établissement et à la libre prestation de services
- 2. Abus et fraude au droit de l'Union

B. Exigences d'une qualification professionnelle

C. Problème de la discrimination à rebours

Sous section 2. Modalités différentes d'exercice

§ 1 Droit d'établissement

- A. Liberté de circulation, liberté de séjour et droit d'établissement
- B. Contenu du droit d'établissement
- C. Distinction entre liberté d'établissement et libre prestation de services
- D. Effectivité de la liberté d'établissement

§ 2. Libre prestation de services

- A. Définition du service
- B. Contenu de la libre prestation de services

Titre III : Libre circulation des capitaux

Chapitre 1. Traits généraux de la libre circulation des capitaux

Section 1. Réglementation des mouvements de capitaux dans l'Union

§ 1. Textes et contexte

- § 2. Libération progressive des mouvements de paiement et de capitaux
 - A. Définitions initiales des paiements courants et des mouvements de capitaux
 - B. Directive 88/361/CEE
 - C. Effet direct des principaux textes du droit de l'Union relatifs à la libre circulation des capitaux
- § 3. Distinction entre libre circulation des capitaux et autres libertés de circulation
- § 4. Restrictions à la libre circulation des capitaux
- Section 2. Esquisse de la régulation des mouvements de capitaux dans l'Union
 - § 1. Notion de services financiers
 - § 2. Libre circulation des capitaux et surveillance du système financier
- Chapitre 2. Libre circulation des capitaux, services bancaires et services d'investissement
- Section 1. Libre circulation des capitaux et activités bancaires
 - § 1. Régime des institutions bancaires dans l'UE.
 - A. Statut d'établissement de crédit
 - 1) La notion d'établissement de crédit
 - 2) La surveillance unique des établissements de crédit par la BCE
 - B. Passeport unique bancaire
 - C. Garantie des dépôts bancaires
 - D. Système européen de banques centrales
 - § 2. Régime des services bancaires
 - A. Prestations de services bancaires dans l'Union
 - B. Loi applicable aux opérations bancaires dans l'Union
 - C. Protection des consommateurs de produits bancaires dans l'Union
- Section 2. Libre circulation des capitaux et services d'investissement
 - § 1. Entreprises d'investissement
 - § 2. Services d'investissement